

LES NATIONS UNIES

L'AFRIQUE DU SUD-OUEST—L'ATTITUDE DU CANADA RELATIVE AU MANDAT DE L'AFRIQUE DU SUD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): J'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu l'importance de la question relative à la surveillance de l'Afrique du Sud-Ouest par l'Afrique du Sud et la résolution dont sont saisies les Nations Unies, le ministre dirait-il à la Chambre si un vote est prévu pour bientôt et, si oui, quelles instructions le gouvernement a-t-il données aux délégués du Canada à ce sujet?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai expliqué l'autre jour, le gouvernement est d'avis que l'Afrique du Sud a perdu le droit d'administrer le mandat et notre vote sur la résolution s'inspirera de cette politique.

LA MONNAIE

LA PROLONGATION DU DÉLAI D'ACHAT DES PIÈCES DE COLLECTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Finances une question qui pourrait entraîner un revenu de \$200,000 à \$300,000 pour le gouvernement, et je suis certain que cela l'intéressera. Le ministre songerait-il à étendre la date limite pour l'achat de pièces de collection neuves de 1966 de la Monnaie royale, et à annoncer que le délai est prolongé, ce qui donnerait lieu à des achats supplémentaires, au lieu d'affecter des employés, comme on le fait actuellement sauf erreur, à enlever ces pièces de leurs enveloppes de pliofilm parce qu'il y a un surplus d'environ 200,000 à 300,000 jeux?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'examinerai la proposition du député.

L'IMMIGRATION

INTERPELLATION SUR LA REVISION DES MODALITÉS D'APPEL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Monsieur l'Orateur, le 14 octobre, j'ai posé une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, au sujet des droits civils concernant les visiteurs et immigrants au pays, le rejet, par les enquêteurs, d'une demande de mise en liberté provisoire sous caution et le refus, à ces gens, du droit d'en

[Le très hon. M. Pearson.]

appeler à un tribunal supérieur. Le ministre peut-il nous présenter un rapport à ce sujet maintenant?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Non, monsieur l'Orateur; demain.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

L'ASSURANCE FRAIS MÉDICAUX—LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Compte tenu de l'annonce, par le leader du gouvernement, qu'il y aura un intervalle de deux ou trois jours entre la deuxième lecture du bill n° C-227 et l'étude à l'étape du comité, puis-je demander au premier ministre si le gouvernement va en profiter pour réexaminer sérieusement la date d'entrée en vigueur de la mesure législative?

[Plus tard]

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas entendu la réponse du premier ministre.

L'hon. M. Pickersgill: La question était irrecevable.

M. l'Orateur: Il s'agit, selon moi, d'une question qui devrait être posée au cours du débat, et le débat sur le projet de loi reprendra tout à l'heure, une fois que j'aurai abordé l'appel de l'ordre du jour.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

NEW YORK—BLOCAGE DES COMPTES DE BANQUE D'EMPLOYÉS DU CONSULAT DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il a reçu une réclamation urgente des employés du consulat du Canada à New York, protestant contre le fait que l'Intra Bank a bloqué les comptes de nombreux employés canadiens, et demandant que l'on prenne des mesures pour protéger les intérêts du consulat du Canada qui paie à l'Intra Bank un loyer pour des bureaux dont cette banque est propriétaire?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, mon très honorable ami a eu l'amabilité de me donner avis de ce message, mais c'était le premier mot que j'entendais de cette affaire. J'ai demandé que l'on s'en occupe immédiatement et j'espère pouvoir être en mesure d'en reparler sous peu.